



Liminaire formation spécialisée du CSAL du 28/09/2023

A la fin du mois d'août, nos collègues du SDIF ont adressé une fiche de signalement collective afin d'alerter la direction sur l'état de tension dans ce service.

Personne ne peut feindre l'étonnement. La situation à Nancy reflète celle de tous les SDIF de France.

Solidaires Finances publiques avait dénoncé le 26 juin dernier via un courrier à la Direction Générale, les difficultés des services et les choix opérés par la direction Générale à propos de GMBI.

Ce courrier, largement repris dans la presse, avait poussé la Direction Générale à demander un droit de réponse.

Or, très loin d'un mea culpa, l'administration a tout juste concédé que oui, la campagne GMBI ne s'est pas déroulée de manière idéale, qu'une partie de la population était passée à côté de la stratégie de communication mise en place, et que l'information en amont avait été probablement insuffisante... Et que de ce fait la réception très concentrée des contribuables avait dégradé la capacité des services à recevoir de manière correcte le public, et que le flux des contribuables avait provoqué une « thrombose » de nos accueils physiques...

Sur les autres points évoqués dans le courrier, officiellement, tout est bien, tout va bien... L'administration se bornant à rappeler la décision politique qui a enclenché la campagne GMBI, la logique de recourir à un outil numérique et que des

tests avaient bien été faits auprès d'utilisateurs (?) pour valider l'ergonomie de l'application...

Ainsi, rien sur l'absence d'accusé de réception, et de possibilité de co-browsing (écran partagé en français). Rien sur les problèmes applicatifs récurrents et les questions fiscales encore en suspens... Rien sur les moyens humains et sur les suppressions d'emplois.

Pour la Direction Générale à part déplorer le fait qu'il aurait été préférable que les contribuables se déplacent plus tôt, ce n'est qu'un mauvais moment à passer, et demain ça ira mieux... On a retrouvé exactement les mêmes éléments de langage au sein de notre direction locale.

Malgré les dénégations de la Direction Générale, nous maintenons que cette campagne GMBI est caractéristique de toutes les erreurs et errances dont est capable l'administration : Communication faite à l'économie, à la fois inadaptée et contre-productive, applications GESTODL et GMBI non finalisées, refus de toute écoute des agents et des représentants du personnel, croyance en un dogme techno-solutionniste forcément salvateur... La précipitation dans la mise en place de GMBI est la même que celle de l'expérimentation Roc SP. On en voit les résultats.

Pour le Directeur Général, les problèmes soulevés par la campagne GMBI ne méritaient pas une telle médiatisation...



Nous sommes bien sûr d'un avis totalement contraire.

Les agents et agentes des Finances publiques jugeront.

La situation du SDIF de Meurthe-et-Moselle diffère très peu de celle de tous les SIP du département, du SIE et de ses antennes, des SGC et de nombreux autres services de la direction.

La lecture du DUERP est à cet égard très éclairante :

32 lignes, représentant 21 services, dénoncent la charge de travail et le sous-effectif.

15 services dénoncent les défaillances informatiques. Il est fait référence au burn-out à 6 reprises.

15 services évoquent de fortes inquiétudes par rapport à l'avenir (pérennité du service, recul de l'âge de départ à la retraite, charge de travail).

Les visites de service effectuées par une délégation de cette instance au CFP de Longwy le 22 septembre 2023 et au PCRП le 26 septembre ne peuvent que nous inquiéter encore plus. On ne doit plus accepter de voir la souffrance de nos collègues en pleurs. « Faut-il attendre qu'un collègue se suicide pour que la direction réagisse ? » nous a-t-on même demandé.

Nous avons regretté, au même titre que les représentant.es du personnel des autres OS et que les agent.es du PCRП, l'absence de représentants de la direction lors de la visite de ce service. Comment faut-il l'interpréter ? Un désintérêt, la peur

d'entendre des choses dérangeantes ou un oubli ? Dans les 3 cas, nous ne pouvons que nous en émouvoir.

Monsieur le Président, la situation est gravissime et vous devez réagir.

Pour conclure cette liminaire, nous invitons l'ensemble des personnels à signer massivement la pétition intersyndicale « Nous sommes la DGFIP » : « reconnaître l'engagement des personnels de la DGFIP est une urgence. Elle passe par une revalorisation pérenne et immédiate de la rémunération pour tous ». Nous les invitons tout autant à débattre de l'appel à mobilisation national et local lancé par les intersyndicales pour le 13 octobre prochain.